

# ACTION URGENTE

## INDONÉSIE. DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ONT VU LEURS LOCAUX ATTAQUÉS

**Le personnel des instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie et de Djakarta a été menacé par de violents manifestants « anti-communistes » qui ont encerclé ses locaux. Depuis lors, ces organisations ont fermé, craignant pour la sécurité de leur personnel. Les autorités indonésiennes doivent prendre des mesures pour protéger ces défenseurs des droits humains et veiller à ce qu'ils puissent poursuivre leurs activités.**

Le 17 septembre 2017, vers 21 heures, les locaux des instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie (YLBHI) et de Djakarta (LBH Djakarta) ont été encerclés par des personnes se présentant comme « anticommunistes », à la suite d'accusations selon lesquelles ces organisations accueilleraient un séminaire sur le Parti communiste indonésien (PKI), un mouvement interdit, et sur les violations massives des droits humains commises en 1965, qui auraient fait entre 500 000 et un million de morts. En réalité, l'événement en question était une performance réalisée par des artistes et des militants, qui portait sur la répression récente de la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique en Indonésie.

Les manifestants en colère ont empêché quiconque de quitter le bâtiment, criant qu'ils étaient prêts à tout pour éradiquer la menace « communiste » et menaçant de faire fermer les deux organisations. La police, dirigée par le chef des Forces de police de Djakarta (*Kapolda*), a tenté d'expliquer à la foule qu'aucun séminaire sur le PKI ou les événements de 1965 n'avait lieu, mais ses efforts pour disperser les manifestants ont échoué.

La foule, qui réunissait alors près d'un millier de manifestants, a commencé à jeter des pierres sur les locaux des deux organisations vers 1 heure du matin le 18 septembre, et a détruit les clôtures d'enceinte en essayant d'entrer. Des centaines de policiers, qui avaient commencé à assurer la protection des locaux dans l'après-midi du 17 septembre, ont finalement dû recourir à la force pour disperser les manifestants violents, après avoir été pris pour cible et touchés par des pierres. Amnesty International Indonésie a suivi la situation et a constaté que, malgré l'escalade des menaces contre le bâtiment et les personnes qui s'y trouvaient, la police réagissait de manière appropriée aux événements.

Bien que l'Indonésie ait connu une amélioration de l'exercice du droit à la liberté d'expression ces 20 dernières années, une culture du silence prévaut en ce qui concerne les débats sur les atrocités de 1965. Ces menaces et attaques persistantes contre le personnel des instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie et de Djakarta envoient un message dissuasif aux autres défenseurs des droits humains dans le pays, qui subissent déjà un rétrécissement de l'espace civil dans lequel ils mènent leurs activités en matière de droits fondamentaux.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en bahasa indonesia ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités, en consultation et en accord avec le personnel des instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie et de Djakarta, d'adopter rapidement des mesures pour assurer leur sécurité et leur permettre de poursuivre leur travail légitime dans leurs locaux ;
- invitez les autorités à diligenter une enquête impartiale, approfondie et efficace sur les menaces et les attaques visant les instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie et de Djakarta.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 OCTOBRE 2017 À :**

Chef de la police nationale  
General Pol. H.M. Tito Karnavian  
National Police Headquarters  
Jl. Trunojoyo No.3, Kebayoran Baru  
Jakarta Selatan 12110 Indonésie  
Twitter : @DivHumasPolri  
Fax : +62 (0)21 7200 669/ 721 8741  
Courriel : mabes@polri.go.id  
**Formule d'appel : Dear General / Général,**

Chef du Bureau du personnel présidentiel  
Mr. Teten Masduki  
Gedung Bina Graha  
Jl. Veteran No. 16  
Jakarta Pusat 10110 Indonésie  
Twitter : @KSPgoid  
Fax : +62 (0)21 3450 009 ; Courriel :  
webmaster@ksp.go.id  
**Formule d'appel : Dear Mr. / Monsieur,**

**Copies à :**  
Président de la Commission nationale des droits humains (Komnas HAM)  
Mr. Nur Kholis  
Jl. Latuharhary No. 4, Menteng  
Jakarta Pusat 10310 Indonésie  
Twitter : @komnasham  
Fax : +62 (0)21 392 5227  
Courriel : info@komnasham.go.id

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule d'appel.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## INDONÉSIE. DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ONT VU LEURS LOCAUX ATTAQUÉS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 16 décembre 2017, la veille des attaques contre les locaux des instituts d'aide juridictionnelle d'Indonésie et de Djakarta, la police a interdit la tenue, au même endroit, d'un séminaire fermé. Il s'agissait d'un débat de survivants sur la vérité historique au sujet des violations massives des droits humains commises en 1965.

De 1965 à 1966, on estime qu'entre 500 000 et un million de personnes ont été victimes d'homicides illégaux, et des centaines de milliers d'autres placées en détention sans jugement pour des périodes allant de quelques jours à plus de 14 ans, lors de l'offensive systématique lancée par l'armée indonésienne contre les membres du Parti communiste indonésien (PKI) et ses sympathisants présumés. La Commission nationale des droits humains (*Komnas HAM*) a mené pendant trois ans une enquête sur les violations des droits humains commises en 1965, qu'elle a achevée en juillet 2012. Elle a conclu que les éléments découverts correspondaient à des violations flagrantes des droits fondamentaux, notamment des crimes contre l'humanité, telles que définies par la Loi n° 26/2000 sur les tribunaux des droits humains. La *Komnas HAM* et d'autres organisations de défense des droits humains ont recueilli des informations sur toute une série de violations des droits fondamentaux commises pendant cette période : homicides illégaux, actes de torture, disparitions forcées, viols, esclavage sexuel et autres violences sexuelles, esclavage, arrestations et placements en détention arbitraires, déplacements forcés et travaux forcés, entre autres. Nombre de victimes et familles de victimes ont également vu leurs droits sociaux, économiques et culturels bafoués. Aujourd'hui encore, elles sont en butte à des discriminations en droit et en pratique. À ce jour, rien n'indique que les autorités aient l'intention d'ouvrir une information judiciaire. Parallèlement, les initiatives visant à établir la commission vérité au niveau national sont au point mort, en raison d'une absence de volonté politique.

Ces dernières années, de nombreuses actions ont été menées par les forces de sécurité indonésiennes ou par des milices pour tenter d'empêcher la tenue de débats privés et d'événements publics concernant les violations massives des droits humains commises en 1965. À Amboine (province des Moluques), les organisateurs d'un débat, après avoir été intimidés par la police le 18 mars 2017, ont été contraints de déplacer l'événement dans une église pour qu'il puisse avoir lieu. Le débat portait sur les conclusions du Tribunal international des peuples 1965 (TPI 1965), une initiative de la société civile visant à sensibiliser l'opinion internationale aux violations massives des droits humains commises en 1965. Plus récemment, le 1<sup>er</sup> août 2017, la police locale et l'armée ont dispersé les participants d'un atelier qui était organisé à Djakarta et visait aussi à diffuser les conclusions du TPI 1965. Les forces de sécurité se sont également livrées à des actes d'intimidation à Bandung et à Cirebon (Java-Ouest), Semarang (Java central), Surabaya (Java-Est) et Yogyakarta (anciennement Djokjakarta). Dans d'autres cas, des groupes de miliciens voulant faire justice eux-mêmes ont également dispersé des événements. Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/6908/2017/fr/>.

Dans au moins 39 cas depuis 2015, selon des organisations locales de défense des droits humains, les autorités ou des groupes de particuliers ont dispersé des événements portant sur les violations de 1965 et intimidé les personnes participant à ces événements.

Ces restrictions à la liberté d'expression et de réunion pacifique liées aux événements de 1965 sont en contradiction avec les initiatives du président Joko Widodo, qui s'est engagé à faire face à toutes les violations des droits humains et atteintes à ces droits commises dans le pays, y compris celles de 1965. En avril 2016, le gouvernement a organisé une conférence intitulée « Examiner la tragédie de 1965 : une approche historique » (*Membedah Tragedi 1965: Pendekatan Kesejarahan*), qui a réuni des survivants, des universitaires, des défenseurs des droits humains, des artistes, d'anciens membres de l'armée indonésienne et des représentants de l'État, afin d'évoquer les événements de 1965. L'une des principales recommandations formulées au cours de la conférence était que les autorités mettent fin à toute forme de restriction apportée à la liberté d'expression et de réunion lors de tout débat public portant sur les violations massives des droits humains commises en 1965.

Amnesty International maintient que les victimes et familles de victimes des violations de 1965 ont le droit de se réunir pacifiquement pour discuter et échanger des informations et des idées sur le passé.

Nom : groupe de personnes  
Femmes et hommes

AU 215/17, ASA 21/7113/2017, 19 septembre 2017